

L'activité économique insulaire se redresse en 2021 avec la levée estivale des restrictions sanitaires

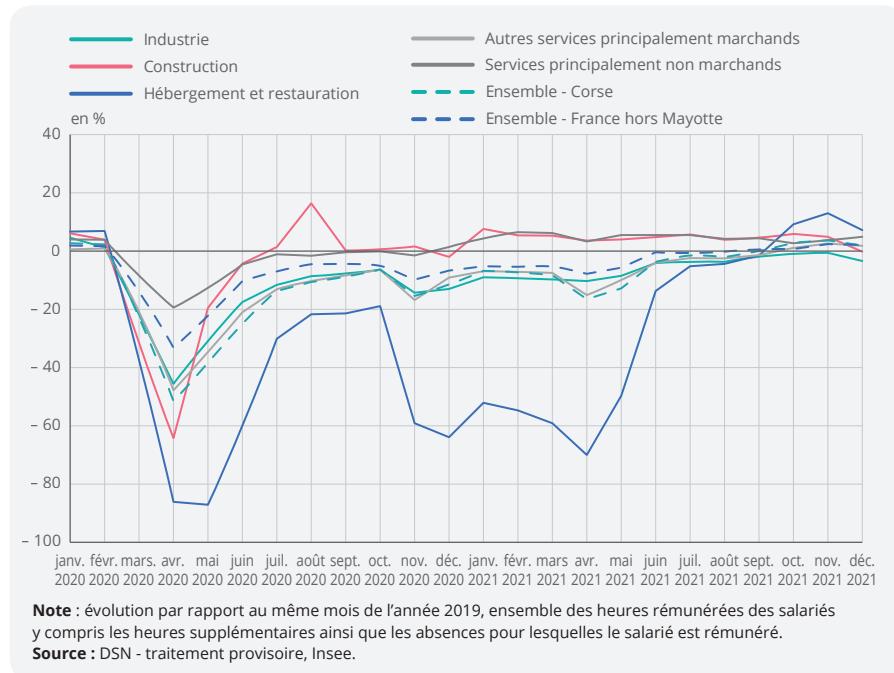
En 2021, la crise sanitaire liée à la propagation du virus de la Covid-19 bride encore largement l'économie régionale au premier semestre. Lors de la période de confinement généralisé (du 03 avril au 03 mai), l'île est encore la région la plus impactée par les effets de la pandémie avec un déficit d'heures rémunérées de 16,5 % en avril par rapport à 2019 contre 7,8 % en moyenne nationale ▶ figure 1. Le secteur de l'hébergement-restauration contribue alors pour moitié à la récession régionale ▶ figure 2. En Corse, le nombre de salariés concernés par une demande d'indemnisation en chômage partiel atteint alors le pic de 15 435 personnes. Néanmoins, il reste bien en dessous du niveau du premier confinement (- 63 % en avril 2021 par rapport à avril 2020) ▶ figure 3. De même, le manque de visibilité sur la saison touristique freine jusqu'en juillet les recrutements. Toutefois, grâce aux dispositifs de soutien aux entreprises, prolongés jusqu'en milieu d'année, l'emploi total se maintient au premier semestre.

Puis, la levée graduelle des restrictions sanitaires se traduit par le démarrage d'une saison touristique qui sera particulièrement dynamique après l'été. Cela induit un rebond des déclarations d'embauche à compter du mois de mai. De même, les chiffres d'affaires dans l'hébergement et la restauration se redressent et dépassent leur niveau mensuel d'avant crise entre juillet et novembre. Au contraire, le nombre de salariés concernés par une demande d'indemnisation en chômage partiel ne cesse de baisser et ne compte plus que quelques centaines de salariés en fin d'année.

Transports et fréquentation touristique se redressent sans atteindre leur niveau annuel d'avant crise

Malgré une belle saison estivale et une arrière-saison dynamique, le nombre

► 1. Évolution sectorielle mensuelle des heures rémunérées



Note : évolution par rapport au même mois de l'année 2019, ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

de passagers hors croisiéristes accueillis au cours de l'année reste en retrait de 19 % du trafic annuel de 2019. Dans les liaisons régulières et les charters, le trafic aérien reste globalement inférieur de 14 % à celui d'avant crise. La différence est encore plus marquée du côté du maritime hors croisiéristes (- 23 %). Les « trafics croisières » reprennent progressivement en juillet mais restent très faibles.

En lien avec l'absence de voyageurs et les fermetures des établissements jusqu'au mois de mai, l'hébergement touristique marchand reste impacté par les effets de la crise. La bonne tenue de la fréquentation estivale et des mois suivants, ne lui permet pas de combler les difficultés d'avant-saison. Ainsi, la fréquentation hôtelière reste en retrait sur l'année (- 20 %) par rapport à 2019 et les campings fonctionnent à 90 % de leur niveau d'avant crise entre mai et septembre. Seuls les Autres Hébergements Collectifs de Tourisme (AHCT) ont leur fréquentation de 2019

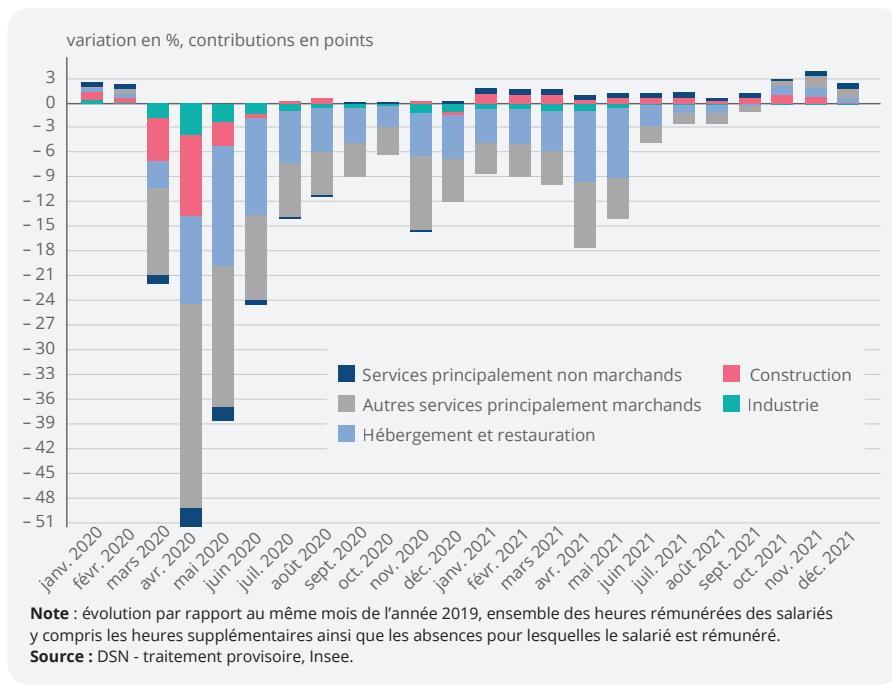
à portée de main (- 4 % de nuitées entre mai et décembre), plus épargnés grâce à la clientèle française.

Rebond des chiffres d'affaires et de l'investissement des entreprises

En 2021, les entreprises enquêtées par la banque de France confirment une hausse importante de leur activité via leur chiffre d'affaires (+ 11 % en un an). De même les chiffres d'affaires déclarés à la Direction régionale des finances publiques (DRFIP) par les entreprises soumises à la TVA, sont en nette augmentation. Une hausse des recettes régionales de TVA (+ 14 %) est ainsi observée sur l'ensemble des secteurs d'activité interrogés même si des nuances existent entre eux.

Les dépenses d'investissement (banque de France) renouent aussi avec une tendance haussière (+ 13,0 %) portées prioritairement par des actions de modernisation et de mise aux normes

► 2. Contributions sectorielles mensuelles à l'évolution des heures rémunérées



des installations. Le niveau d'avant crise est désormais dépassé tant en matière de chiffre d'affaires déclaré que d'investissements réalisés. En 2021, les encours de crédits bancaires continuent de progresser (+ 6,7 %), les crédits à l'habitat et de trésorerie soutiennent majoritairement cette croissance.

L'emploi et les créations d'entreprises renouent avec la croissance

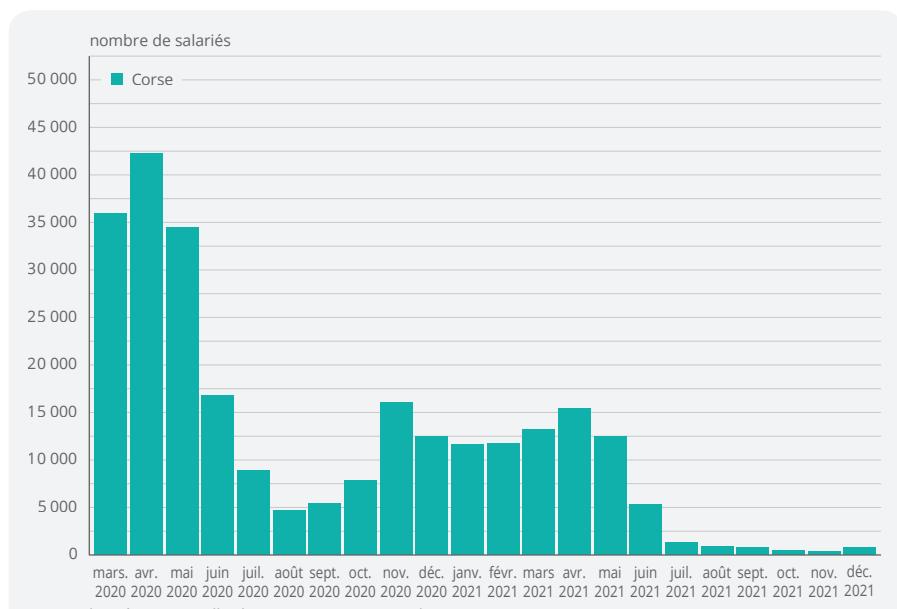
L'emploi reste bridé par les mesures d'endiguement de la pandémie au 1^{er} semestre mais l'amélioration du contexte sanitaire permet de relancer pleinement l'activité régionale au 2^e semestre 2021. Ainsi, en un an, l'emploi total augmente de 3,1 % et retrouve sa tendance haussière d'avant crise. En fin d'année, la région totalise 120 700 emplois, soit 3,6 % de plus que son niveau de 2019. La construction confirme sa bonne orientation amorcée fin 2020 et son rôle moteur dans la création d'emploi insulaire. Ses effectifs dépassent de 6,2 % leur niveau d'avant crise.

Dans le tertiaire marchand, l'emploi dépasse en fin d'année de 4,1 % le niveau de 2019. Le commerce et l'hébergement-restauration contribuent largement à l'embellie.

L'emploi industriel régional se réoriente à la hausse (+ 3,3 % sur un an). Les effectifs dépassent de 2,1 % leur niveau antérieur. En particulier, les effectifs de

l'industrie agro-alimentaire stimulés par la dynamique saisonnière, dépassent de 2,7 % leur niveau d'avant crise et rattrapent donc le retard pris en 2020. De plus, avec 5 810 nouvelles immatriculations, un nombre record en Corse, les créations d'entreprises se réorientent à la hausse. Les micro-entreprises représentent 55 % de ces entreprises naissantes. En région, tous les secteurs profitent de l'embellie, celui

► 3. Activité partielle : nombre de salariés concernés par une demande d'indemnisation



des services aux entreprises étant le plus créateur. En outre, du fait de la suspension des procédures judiciaires et des délais accordés, la baisse des défaillances d'entreprises amorcée depuis cinq ans ne s'interrompt pas.

La baisse du chômage se confirme

Au 1^{er} trimestre 2021, le repli du taux de chômage se poursuit avec l'accalmie de la crise sanitaire et la bonne tenue de l'activité régionale. Il s'établit à 6,9 % de la population active. Ce taux progresse ensuite de 0,3 point au 2^e trimestre dans un contexte de rebond épidémiologique et de troisième confinement généralisé. Il recule à nouveau en fin d'année avec la reprise économique régionale. Il est alors inférieur de 1,6 point à son niveau d'avant crise. En effet, le nombre de demandeurs d'emploi atteint son niveau le plus bas depuis le 3^e trimestre 2014 avec 20 010 personnes inscrites à Pôle emploi en catégories ABC. En particulier, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi décroît fortement en lien avec les mesures d'aides à l'emploi mises en œuvre et amplifiées pendant la crise sanitaire.

Bilan mitigé sur le marché des logements neufs

En 2021, les autorisations de construction de logements neufs en Corse augmentent sur un an mais ne retrouvent pas leur niveau d'avant crise (- 19 %), contrairement à la tendance

nationale (+ 4 %). Les mises en chantier se redressent aussi sur l'année mais demeurent globalement inférieures d'un quart à celles de 2019 (contre + 2 % en France). Les mises en vente de logements neufs baissent et passent au-dessous des 1000 unités. En revanche, les ventes effectives se réorientent à la hausse, laissant le stock de logements disponibles à son plus faible niveau depuis 2010. Sur ce marché, les logements collectifs restent très majoritaires. Ils représentent 93 % des ventes et leur prix moyen au m² augmente de 7 % sur un an.

Le monde agricole résiste dans un contexte climatique dégradé

D'après les résultats de l'opération décennale de recensement agricole, la Corse est la seule région métropolitaine où le nombre d'exploitations cesse de baisser et le volume d'emploi est en nette hausse sur la décennie. Les pratiques durables et les signes de qualité se situent également au-dessus de la moyenne hexagonale. En 2021, la crise sanitaire impacte beaucoup moins les productions agricoles et leur commercialisation. Ainsi, les vins, agrumes et châtaignes vivent une bonne campagne 2021 avec une récolte de qualité. En revanche, des difficultés phytosanitaires majeures ont affecté la récolte d'olives, très déficitaire après une année 2020 exceptionnelle. Le bilan est plus mitigé pour les productions animales, à nouveau touchées par des problématiques climatiques et structurelles récurrentes. La filière apicole est particulièrement impactée par les conditions climatiques, pour la 2^e année consécutive.

Auteur :

Déborah Caruso (Insee)

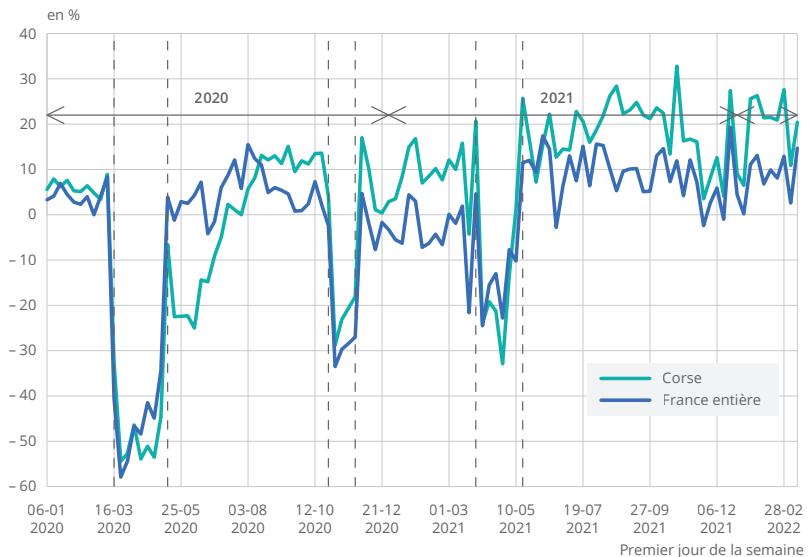
► Encadré 1 – Des dépenses effectuées par CB moins impactées par les vagues épidémiques

En 2020, la fermeture des établissements et points de ventes hors alimentation, l'arrêt des déplacements et des locations saisonnières liées à la pandémie de COVID-19 ont non seulement fragilisé la production et l'emploi en 2020, mais aussi freiné brutalement les achats effectués par carte bancaire (CB).

En 2021, le montant de ces transactions suit la périodicité des mesures d'endiguement de la pandémie au premier semestre. Le niveau des dépenses réalisées par CB sur l'île, supérieur à celui de 2019 jusqu'en avril, est pénalisé par l'absence de la consommation touristique d'avant saison (- 32,9 % la semaine du 26 avril 2021 par rapport à la même semaine de 2019). Moins conséquent qu'au premier confinement, ce déficit se résorbe dès le mois de mai retrouvant alors un niveau équivalent à 2019.

De mi-mai jusqu'à mi-novembre, les achats par CB sont nettement orientés à la hausse en Corse (entre 7 % et 28 %) et dépassent leur niveau de 2019 plus nettement qu'en moyenne nationale. Les effets de la dégradation sanitaire, immédiats, modèrent l'excédent des dépenses début décembre. La hausse s'accélère ensuite pour se prolonger au-delà de 20 % hebdomadaire en début d'année 2022, soit le double du niveau national ► figure 4.

► 4. Évolution hebdomadaire des montants des transactions par carte bancaire CB



Note : évolution par rapport à la même semaine de 2019, transactions par carte bancaire CB en face-à-face qui n'incluent pas la vente à distance (internet). Les traits pointillés permettent d'identifier les périodes pendant lesquelles les commerces « non-essentiels » étaient fermés sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Le trait vertical plein indique la dernière semaine de 2020.

Champ : France.

Sources : Cartes bancaires CB, Calculs Insee.

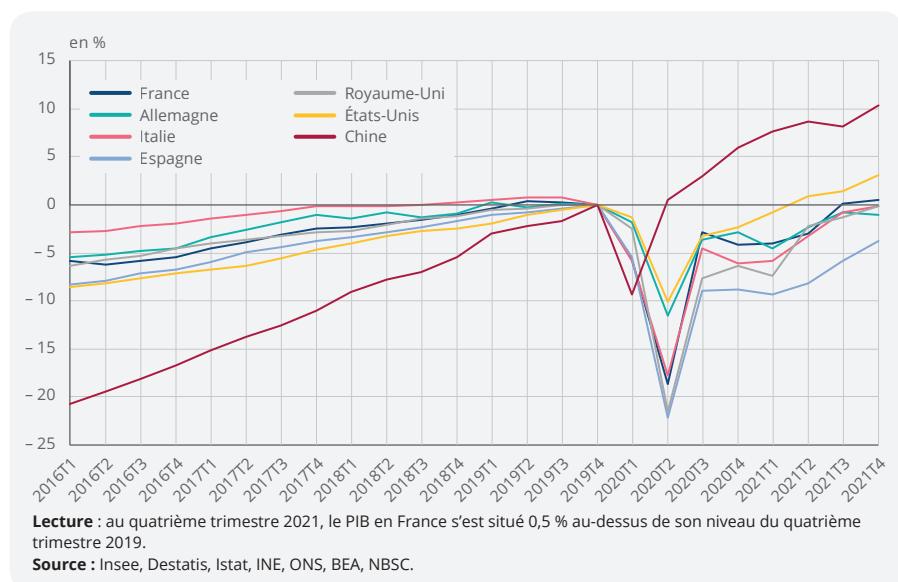
Avertissement

Les données utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par carte bancaire, à l'exception des transactions CB en vente à distance (internet). Elles sont issues d'une extraction de transactions anonymisées et agrégées à l'échelle départementale afin de respecter les exigences de confidentialité.

En 2021, l'économie mondiale a rebondi après sa chute en 2020, l'amélioration de la situation sanitaire s'étant accompagnée d'un allègement des restrictions

En 2021, l'épidémie de Covid-19 est restée l'un des principaux déterminants de l'activité économique. L'apparition de variants a rythmé la propagation de nouvelles vagues, et, en conséquence, la poursuite des mesures de restrictions sanitaires. Celles-ci se sont cependant allégées, à mesure que les États apprenaient à limiter la propagation du virus – notamment par une campagne de vaccination à grande échelle – et que les ménages et les entreprises entraient dans le paradigme du « vivre avec ». Après la fermeture partielle des économies en 2020, qui avait fait plonger le PIB mondial à -3,1 % par rapport à son niveau de 2019, leur réouverture progressive en 2021 a engendré un rebond en partie mécanique, à 6,1 %¹. Ce rattrapage a néanmoins été hétérogène selon les pays ► figure 5. Ainsi le rebond de l'activité en zone euro, certes vif (+ 5,2 %), l'a toutefois été moins qu'aux États-Unis (+ 5,7 %) ou que pour les économies émergentes (+ 6,8 %), malgré un recul de l'activité en zone euro plus important en 2020. L'économie du Royaume-Uni a davantage rebondi (+ 7,4 %, après une chute en 2020 parmi les plus fortes des pays européens) malgré l'incertitude liée au Brexit, finalement mis en œuvre au 1^{er} janvier. Enfin, l'activité en Chine a renoué avec une croissance vigoureuse (+ 8,6 %, après un ralentissement certes marqué de l'activité en 2020), même un peu supérieure à sa moyenne des années 2010 par effet de contrecoup. Ces évolutions hétérogènes selon les pays en 2021 sont notamment liées au rythme de diffusion du virus et aux stratégies sanitaires nationales (zéro-covid, confinements, vaccination...), mais aussi aux spécialisations sectorielles (les branches des matériels et des services de transport, de l'hébergement-restauration ou encore des loisirs, sport et culture – et le tourisme en général – restant à des niveaux d'activité dégradés).

► 5. Écart du PIB par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2019



En France, l'activité a davantage rebondi en 2021 que dans la moyenne de la zone euro

Après une chute de 7,9 % en 2020, l'activité économique française s'est nettement redressée en 2021, à + 6,8 %². La croissance y a donc été à la fois plus forte qu'en Allemagne (+ 2,9 %), où le choc de 2020 a été presque deux fois moindre, et qu'en Italie (+ 6,6 %) et en Espagne (+ 5,1 %), pourtant davantage affectées en 2020. En moyenne en 2021, le PIB français se situait 1,7 % en deçà de son niveau de 2019, un rattrapage assez vif par rapport à ses principaux voisins européens.

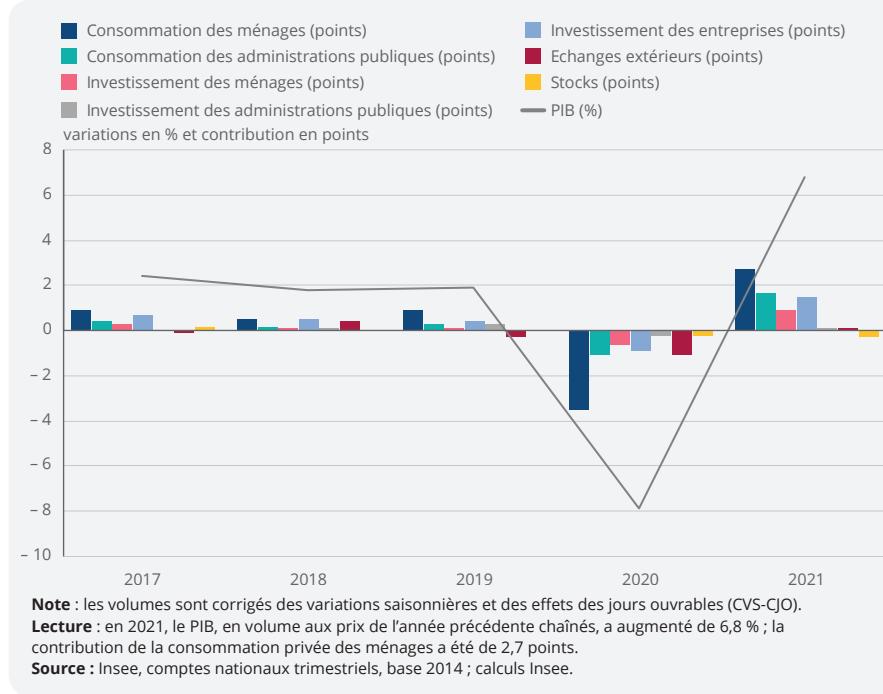
En miroir de la chute d'activité enregistrée en France en 2020, tous les principaux postes de la demande (hors stocks) participent à son rebond en 2021 ► figure 6. La plus forte contribution est celle de la consommation des ménages, de 2,7 points : les opportunités de consommer des ménages, bridées par les mesures de restrictions, se sont rétablies avec la

réouverture progressive des magasins, des restaurants et cafés ou encore des activités culturelles et sportives. La contribution de l'investissement total a été du même ordre, portée par les entreprises (1,5 point) – en lien avec la reprise de l'activité, notamment après les fermetures de chantiers en 2020 et du fait d'un investissement en services très dynamique – et par les ménages (0,9 point) – avec un marché immobilier dynamique. La consommation des administrations publiques a contribué au rebond de l'activité à hauteur de 1,7 point, portée par les campagnes de tests et de vaccination. La contribution des échanges extérieurs a été faiblement positive, de 0,1 point : les exportations, plus affectées en 2020 que les importations, ont aussi plus fortement rebondi. Les importations comme les exportations sont cependant restées à un niveau nettement inférieur à celui d'avant la crise sanitaire. En particulier, les exports et imports de tourisme se sont situées en 2021 à environ 40 % sous leur niveau de 2019.

Cet effet de miroir entre les évolutions de l'activité en 2020 et en 2021 a aussi été sectoriel, recouvrant toutefois des rattrapages hétérogènes selon les branches

En 2021, la valeur ajoutée totale a dans l'ensemble davantage rebondi que la consommation des ménages, après une baisse également plus marquée en 2020 ► **figure 7**. Les disparités selon les branches apparues en 2020 ont néanmoins persisté en 2021. Dans l'industrie, la fabrication de matériels de transport a faiblement rebondi en 2021, pénalisée à la fois par les difficultés d'approvisionnement (s'agissant de l'industrie automobile), et par l'état dégradé du tourisme mondial (s'agissant de l'aéronautique). Les services les plus affectés par les mesures de restriction – hébergement-restauration, transports, services aux ménages (sport, culture, loisirs) – ont poursuivi leur trajectoire de reprise, malgré un début d'année 2021 marqué à nouveau par l'épidémie. L'hétérogénéité ne s'est cependant pas résorbée, entre ces branches dont l'activité ou la consommation est restée en moyenne sous son niveau de 2019 et celles qui, ayant moins souffert de la crise sanitaire, s'en sont rapprochées ou l'ont dépassé (information-communication, services financiers...). Ce constat est aussi vrai à un niveau

► 6. Variations annuelles du PIB et contribution des principaux postes de la demande



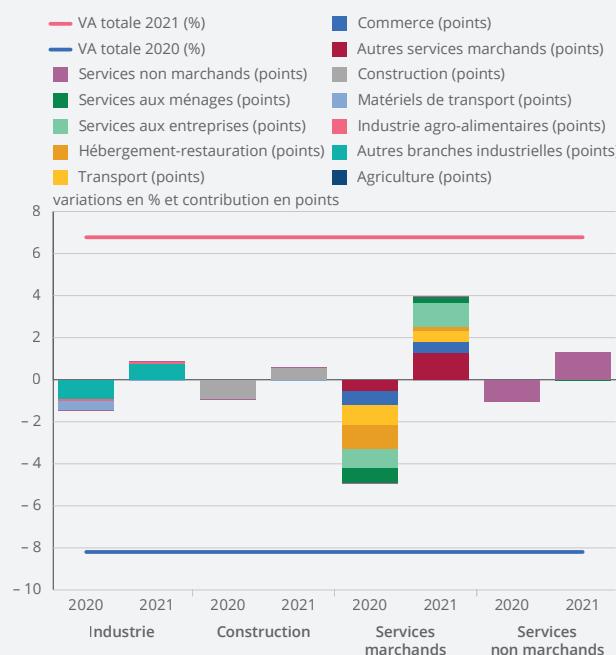
plus agrégé : en 2021, la valeur ajoutée est restée à un niveau par rapport à 2019 relativement plus dégradé dans l'industrie que dans les services, et inversement pour la consommation des ménages.

En 2021, l'emploi et la population active ont été dynamiques

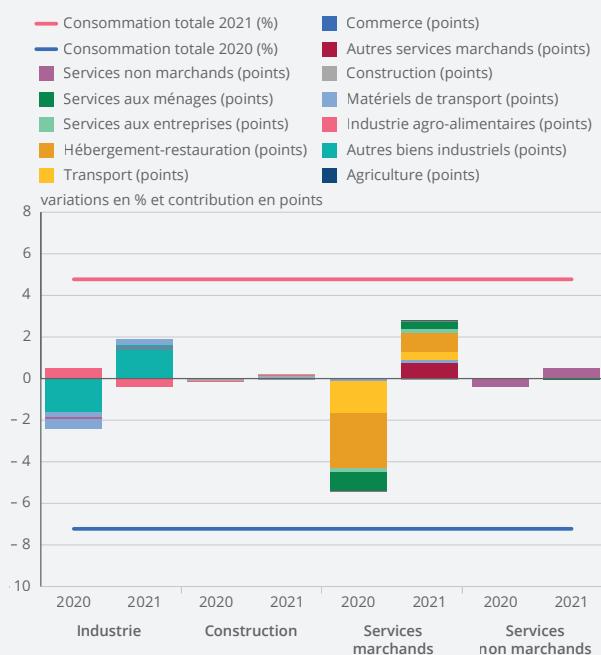
Après une diminution en 2020 (- 216 900 emplois en fin d'année, par rapport à la fin d'année 2019), d'ampleur

► 7. Variations annuelles et contribution des branches ou produits

a. Valeur ajoutée



b. Consommation des ménages



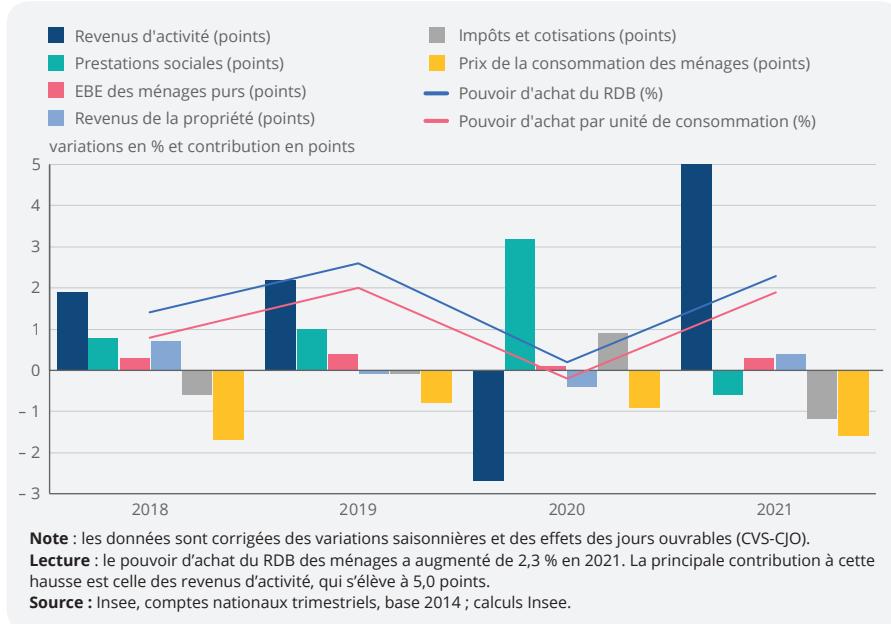
largement moindre que celle de l'activité, l'emploi salarié a vivement rebondi en 2021 (+ 855 100 entre fin 2020 et fin 2021), repassant fin 2021 nettement au-dessus du niveau de la fin 2019³. Il est néanmoins resté en deçà de son niveau d'avant-crise dans l'industrie, tandis qu'il était particulièrement allant dans la construction, l'hébergement-restauration et les services aux entreprises. Le dispositif d'activité partielle, dont les conditions ont progressivement évolué au cours de l'année, ne concernait en décembre 2021 qu'environ 400 000 salariés (contre 1 900 000 en janvier 2021)⁴.

Après des mouvements très heurtés en 2020 selon un effet en « trompe-l'œil »⁵, le taux de chômage a été quasi stable pendant les trois premiers trimestres de 2021, à environ 8 % de la population active, avant de refluer sensiblement à 7,4 % au quatrième trimestre. Le dynamisme de l'emploi au cours de l'année a en effet été d'abord contrebalancé par celui de la population active, qui a rejoint progressivement sa trajectoire tendancielle d'avant la crise sanitaire puis l'a dépassé au troisième trimestre, avant de se replier légèrement par contrecoup au quatrième, conduisant à la baisse marquée du taux de chômage en fin d'année. Ces mouvements ont été particulièrement marqués pour les jeunes, dont le taux d'emploi a atteint un point haut depuis 1991, notamment sous l'effet des contrats en alternance.

En 2021, tiré par des revenus d'activité dynamiques, et quoique pénalisé par une inflation en hausse, le pouvoir d'achat par unité de consommation a progressé de 1,9 %

Après un ralentissement en 2020 (+ 1,1 %), le revenu disponible brut des ménages a progressé (+ 4,0 %), plus vivement encore qu'en 2018 et 2019. Le même effet de miroir évoqué précédemment entre 2020

► 8. Variations annuelles du pouvoir d'achat et contributions de ses principaux déterminants



et 2021 a joué sur les contributions des différentes composantes du pouvoir d'achat, à l'exception notable de l'inflation

► **figure 8.** Les revenus d'activité ont contribué le plus, à hauteur de 5,0 points, en lien avec la reprise de l'activité, le dynamisme de l'emploi et le moindre recours à l'activité partielle ► **figure 8.** En 2020 la contribution négative des revenus d'activité avait été en partie compensée par celle, positive, des prestations sociales et des impôts⁶. En 2021, c'est le phénomène inverse qui se produit. L'ampleur nettement plus faible de la contribution négative des prestations sociales, de -0,6 point, reflète toutefois la poursuite partielle des dispositifs de soutien (activité partielle et fonds de solidarité). Enfin, poussée notamment par les prix de l'énergie, l'inflation a commencé à augmenter nettement au second

semestre 2021, jusqu'à atteindre 2,8 % sur un an en fin d'année. Malgré cette hausse des prix, la croissance du pouvoir d'achat a été nette en moyenne annuelle (+ 2,3 %, soit 1,9 % par unité de consommation). Du côté des entreprises, la valeur ajoutée (CVS-CJO) des sociétés non financières a augmenté de 9,6 % en 2021, en nette reprise après sa chute en 2020. Le taux de marge a quant à lui atteint 34,2 %, repassant même au-dessus du pic de 2019 (lié principalement à un effet d'enregistrement du CICE). Cette moyenne annuelle résulte cependant d'un premier semestre 2021 élevé, dans le sillage du rebond de la fin 2020, tandis que le second semestre 2021 a été un peu plus modéré.

Auteur :

Aliette Cheptitski (Insee)

¹ World Economic Outlook, FMI (April 2022).

² Estimation prenant en compte la correction des variations saisonnières et les effets des jours ouvrables.

³ Données révisées sur l'emploi salarié national, par rapport à celles mobilisées dans le chapitre Emploi du bilan, suite à plusieurs changements méthodologiques ; en particulier les alternants sont inclus explicitement dans la dynamique de l'emploi des années 2019 à 2021.

⁴ Le chômage partiel, 27 avril 2022, Dares.

⁵ Les confinements ont rendu difficiles les démarches de recherche active d'emploi, ce qui influe sur la mesure du taux de chômage : en effet, un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus, sans emploi durant une semaine donnée, disponible pour travailler dans les deux semaines, et qui a effectué au cours des quatre dernières semaines une démarche active de recherche d'emploi.

⁶ Ce, pour des raisons en partie comptables : contrairement aux salaires auxquels l'activité partielle n'est pas enregistrée dans les revenus d'activité, mais dans les prestations sociales.